



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 8 MARS 2016**

CONVOCATION

Le 1^{er} mars 2016, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mardi 8 mars 2016 à 18 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1 - Approbation du PV de la réunion du 18 février 2016

Finances

- 2 - Affectation des résultats de fonctionnement et d'exploitation 2015 des 3 budgets
- 3 - Vote du taux des taxes directes locales pour 2016
- 4 - Vote du budget primitif 2016 pour la Commune et les services publics de l'eau potable et de l'assainissement
- 5 - Demande de prêt bancaire pour acquisitions foncières et travaux d'investissement

Personnel communal

- 6 - Contrat aidé affecté au nettoyage de la voirie - Augmentation du nombre d'heures

Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse

- 7 - Tarifs des activités périscolaires et extra scolaires 2016/2017

Divers

- 8 - Convention de prêt des tentes chapiteaux communales
- 9 - Mise à disposition du SYMIELECVAR des équipements d'éclairage public suite au transfert de la compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »
- 10 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal
- 11 - Question écrite de M. COEURDEUIL relative au fonctionnement de la Commission d'Urbanisme
- 12 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, **le mardi 8 mars 2016**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - BOSSUGE Brigitte - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - GAQUIERE Ingrid - REES Pénélope - CEMBRANI Romain - MUNIER Denise - COLLAINE Olivier - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles.

Absents excusés : Mmes BOULE AMPHOUX (procuration donnée à COEURDEUIL Yves) et DONADEY Sylviane (procuration donnée à RIHAL Pascale) - MM. GAUTIER Rémi (procuration donnée à CULINATI Jean) - GAULET Renaud - KINET Jean-Luc

soit 22 présents et 25 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, Directrice Générale des Services.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 18 février 2016.

Il rappelle à l'assemblée qu'après chaque réunion du Conseil Municipal et préalablement à la présentation du procès-verbal définitif pour vote lors de la séance suivante, un projet de procès-verbal est adressé aux Conseillers afin de connaître leurs observations et demandes de modifications du texte.

Il informe l'assemblée que M. COEURDEUIL a déposé un recours contre le projet de procès-verbal, considérant qu'il ne correspond pas à la réalité des faits à propos de la non-réponse de M. le Maire à sa question écrite n° 2 portant sur le fonctionnement de la commission communale de l'urbanisme.

Le projet de procès-verbal stipulait que M. le Maire a renvoyé la question n°2 de M. COEURDEUIL à la séance suivante, alors qu'en fait, M. le Maire a levé la séance sans laisser M. COEURDEUIL poser cette question.

M le Maire indique que le procès-verbal définitif a donc pris en compte ce recours. Le texte a donc été rédigé conformément aux débats (page 24). Il souligne toutefois que M. COEURDEUIL n'a pas demandé la parole, en fin de réunion, pour poser sa question écrite n° 2.

M. le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

M. COEURDEUIL demande la parole : *« Sans faire du formalisme gratuit, on est quand même dans un état de droit. Le déroulé du dernier Conseil Municipal, et cela l'enregistrement en fait foi (à moins qu'on ne décide de ne plus enregistrer car cela ne sert à rien), il est bien clair que l'ordre du jour comportait 18 points et qu'à l'issue du 16^{ème} point vous avez dit « je lève la séance ». C'est-à-dire que les points 17 et 18 n'ont pas été abordés. J'ai fait une communication écrite à l'ensemble du Conseil Municipal à ce sujet et tout le monde peut s'y référer. Les choses sont parfaitement claires : si le déroulé des séances se fait de façon désordonnée, selon l'humeur, et qu'ensuite on récupère une sorte de légalité par des écrits à posteriori, excusez-moi mais on est dans la stricte illégalité. Aujourd'hui, voter sur quelque chose qui est de l'ordre de l'irrégularité, c'est davantage s'inscrire dans l'irrégularité. Il appartient certes à chacun de prendre sa décision. On peut se dire que peu importe ce qui se dit en Conseil Municipal puisque ensuite un écrit va récupérer les choses. On en est là ! C'est de la responsabilité de chacun. A la limite, on n'a plus besoin d'être là ! »*

M. SAULNIER : *« Vous êtes dans l'excessif, M. COEURDEUIL. Ce n'est pas la première fois qu'une question orale est sautée par inadvertance et que le Conseiller qui souhaitait la poser lève la main pour la rappeler. »*

M. COEURDEUIL : *« Si on reprend l'enregistrement sonore, après que vous ayez annoncé que vous leviez la séance, je n'ai pas repris la parole parce que je suis légaliste. D'autant plus que, si on écoute cet enregistrement, quand j'ai demandé la parole pour une question durant la réunion, on m'a interrompu en disant « COEURDEUIL, taisez-vous ! Je n'allais pas de nouveau prendre le risque qu'on me dise « COEURDEUIL, écrasez-vous ! ».*

M. SAULNIER : *« Remettez les choses dans leur contexte. Quand je vous ai demandé d'arrêter c'est quand vous avez pris la parole pendant un certain temps et que vous avez usé, et je dirai même abusé, du temps qui vous était imparti. Au bout d'un certain moment, revenir toujours sur le même sujet est lassant pour tout le monde. N'exagérons pas. C'est la première fois depuis que nous sommes élus, que j'omets une question de l'ordre du jour. Tout le monde a toujours pu s'exprimer alors arrêtons de polémiquer. Si vous souhaitez voter contre ce procès-verbal, libre à vous car c'est la démocratie. »*

M. LANGE demande la parole : « Je ne prends partie pour personne mais je ne donne pas raison à M. COEURDEUIL. Certes Monsieur le Maire a, volontairement ou non, omis de traiter les questions 17 et 18 de l'ordre du jour. Pour ma part, je n'avais pas de question écrite à poser, mais dans le cas inverse, je me serais manifesté en demandant à M. le Maire pour quelles raisons il ne les évoquait pas. M. COEURDEUIL aurait dû se manifester en rappelant ses questions.

M. FOURNEL demande à Monsieur le Maire de relire la modification apportée au projet de procès-verbal.

M. SAULNIER : « A la place de la mention portée sur le projet de PV, soit : M. le Maire reviendra sur cette question à l'occasion de la prochaine réunion du Conseil Municipal, il est indiqué dans le PV définitif : M. le Maire n'a pas évoqué cette question écrite et a levé la séance sans que M. COEURDEUIL ne demande la parole pour poser ladite question.

M. FOURNEL : « Donc cela confirme que les questions 17 et 18 n'ont pas été évoquées. »

M. COEURDEUIL : « Cela me semble un peu contradictoire car précédemment vous venez de dire que j'abuse de mon temps de parole, ensuite on me reproche de ne pas prendre la parole.....J'en prends note. »

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 18 février 2016,

A la majorité,

3 CONTRE : MM. COEURDEUIL - PAZ - Mme BOULE AMPHOUX

2 ABSTENTIONS : MM. VERDON - FOURNEL

APPROUVE ce document.

Finances

2 - Affectation des résultats de fonctionnement et d'exploitation 2015 des 3 budgets

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent de fonctionnement constaté au Compte Administratif du Budget Communal de l'exercice 2015 pour un montant de QUATRE CENT CINQUANTE HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX SEPT EUROS TRENTE TROIS CENTIMES (458.597,33 €)

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

VOTE l'affectation d'une partie de cet excédent de fonctionnement, soit 170.000 €, représentant le montant de l'annuité « capital » de remboursement d'emprunt pour l'année 2016, à la section d'investissement (article 1068)

VOTE le maintien du solde de ce montant, soit 288.597,33 €, en apport à la section de fonctionnement (article 002) du Budget de la Commune de l'exercice 2016 .

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent d'exploitation constaté au Compte Administratif du Budget du Service Public de l'Eau Potable de l'exercice 2015 pour un montant de QUATRE CENT VINGT MILLE SIX CENT TRENTE UN EUROS QUATRE VINGT QUATRE CENTIMES (420.631,84 €)

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

VOTE le maintien de ce montant, soit 420.631,84 €, en apport à la section d'exploitation (article 002) du Budget du Service Public de l'Eau Potable de l'exercice 2016 .

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur proposition de Monsieur le Maire,

VU l'excédent d'exploitation constaté au Compte Administratif du Budget du Service Public de l'Assainissement de l'exercice 2015 pour un montant de TROIS CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT DIX NEUF EUROS QUATRE VINGT CINQ CENTIMES (391.899,85 €)

Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

VOTE le maintien de ce montant, soit 391.899,85 €, en apport à la section d'exploitation (article 002) du Budget du Service Public de l'Assainissement de l'exercice 2016 .

3 - Vote du taux des taxes directes locales pour 2016

Mme Julie BREBAN rappelle à l'assemblée que « les précisions nécessaires ont été données lors du Débat d'Orientations Budgétaires. Elle rappelle que les ressources fiscales représentent plus de 50 % des recettes de fonctionnement et indique que la majoration des taux de ces 3 taxes directes locales ne peut pas être votée indépendamment les unes des autres mais doit être liée. Le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties est le seul taux que l'on peut augmenter indépendamment. Il touche les contributions professionnelles comme celles des particuliers. Les taux de la Taxe d'Habitation et de la Taxe foncière sur les propriétés non bâties sont liés, ce qui ne permet pas d'augmenter plus l'une que l'autre. En 2014, le produit des trois taxes s'est élevé à 1.750.000 € et en 2015 il est de 1.808.000 €. Si nous appliquons la revalorisation forfaitaire de 1 % des bases d'imposition prévisible pour 2016, on devrait percevoir environ 1.826.000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré à propos des taux d'imposition applicables en 2016 aux bases d'imposition notifiées de chacune des trois taxes directes locales,

CONSIDERANT le produit fiscal attendu, et de là, déduction faite de la compensation financière de 85.061 €, le produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget,

A l'unanimité,

DECIDE de maintenir les taux appliqués en 2015 et donc, de les fixer comme il suit pour 2016 :

• TAXE D'HABITATION.....	11,50 %
• FONCIER BATI.....	16,60 %
• FONCIER NON BATI.....	87,31 %

DIT que le produit fiscal attendu pour 2016, résultant de l'application de ces taux, s'élèvera au montant de UN MILLION HUIT CENT NEUF MILLE TROIS CENT DIX HUIT EUROS (1.809.318 €).

4 - Vote du budget primitif 2016 pour la Commune et les services publics de l'eau potable et de l'assainissement

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2016 de la **Commune** dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

Mme BREBAN informe l'assemblée que la préparation du budget 2016 n'a pas été simple : « Dans le contexte de baisse des dotations il faut noter que l'Etat a décidé de diminuer l'enveloppe normée des dotations aux collectivités de 11 milliards d'euro sur la période 2015/2017, cela représente 3,5 milliards d'euros chaque année. En 2015, notre Commune a constaté une baisse de 15,30 % soit une diminution de 101.735 € par rapport à 2014, et les années à venir seront plus difficiles encore. Notre village doit parvenir à dégager des marges de manœuvre sur le fonctionnement de la collectivité pour assumer un niveau d'équipement suffisant, sans augmenter la fiscalité locale. Pour cela des efforts ont été faits sur les charges de gestion et sur les subventions, festivités et autres.... En sachant également que, pour cette année et les années à venir, l'Etat ne nous épargne pas avec plus de dépenses (travaux de mise aux normes d'accessibilité, hausse de la contribution au service incendie qui passe de 66.000 € en 2015 à 102.000 € en 2016). »

Mme BREBAN ajoute : « Nous avons eu le débat d'orientations budgétaires il y a 3 semaines, et aujourd'hui je vous demanderais de bien vouloir voter le budget de la Commune pour 2016 par chapitre pour le fonctionnement et par opération pour l'investissement. »

Elle énumère tous les chapitres de la section de fonctionnement et commente les propositions faites par la Commission des Finances.

M. LANGE demande à Mme BREBAN de préciser pour quelles raisons le chapitre « Charges financières » a été augmenté.

Mme BREBAN répond que c'est pour prévoir le remboursement des intérêts de l'emprunt de 1.500.000 €.

M. LANGE intervient : « On va donc supporter une charge supplémentaire de 20.000 € à cause de cet emprunt de 1.500.000 € que je ne voterai pas. Je vais donc m'abstenir pour le vote de ce budget pour être cohérent avec ma décision. »

M. VERDON rejoint M. LANGE et s'abstiendra également pour le vote de la section de fonctionnement.

Mme BREBAN poursuit en présentant les propositions pour la section d'investissement.

Les débats commencent à propos de l'emprunt prévu à hauteur de 1.500.000 €

M. FOURNEL souligne que l'emprunt est prévu à hauteur de 1.500.000 € alors que le montant de l'acquisition foncière « CHABAS » s'élève à 1.260.000 €. Il informe l'assemblée qu'il n'est pas permis d'emprunter plus que le montant du projet concerné par la demande d'emprunt et demande comment est justifiée cette différence.

M. LANGE indique que l'emprunt couvrira toutes les acquisitions foncières soit le terrain CHABAS et les quelques acquisitions diverses en cours de négociation pour 12.000 €.

Mme BREBAN répond que la différence est affectée à des travaux d'investissement.

M. SAULNIER indique que la différence sera affectée par exemple à la construction du bâtiment des services techniques.

M. FOURNEL maintient qu'une telle procédure n'est pas permise car les acquisitions foncières s'élèvent à environ 1.300.000 € et non à 1.500.000 € et qu'on ne peut pas contracter un emprunt plus élevé si les travaux d'investissement en question ne concernent pas le terrain acheté.

M. SAULNIER explique que le prêt sera demandé pour une enveloppe globale et ensuite le montant sera affecté à diverses opérations.

M. FOURNEL maintient que si le prêt concerne deux projets différents, il faut faire deux demandes différentes. Il donne l'exemple du prêt immobilier à taux zéro qui peut être alloué pour une acquisition foncière et des travaux immobiliers sur le terrain concerné. Mais si le projet concerne deux biens immobiliers différents, il faut le préciser et il sera établi deux demandes de prêt différentes.

M. COLLAINÉ intervient : « M. FOURNEL, vous faites un petit amalgame avec le prêt zéro, c'est un mauvais exemple car le prêt à taux zéro concerne un prêt immobilier plus un autre prêt immobilier, ce qui s'appelle un montage « gigogne ». Vous dites que ce prêt là sert à l'acquisition, alors que non. C'est pour financer une partie des travaux. »

M. FOURNEL : « Je parlais du prêt à taux zéro à titre d'exemple mais je maintiens que pour des travaux non affectés au terrain acquis, la demande doit être présentée sous la forme de deux dossiers distincts. »

M. COLLAINÉ : « L'enveloppe générale des acquisitions foncières est bien couverte par l'emprunt. »

M. LANGE demande si les 1.272.000 € représentent bien l'acquisition foncière « CHABAS » plus les 12.000 € d'acquisitions diverses et si sur ce prêt de 1.500.000 € on a bien déduit l'autofinancement de la Commune ainsi que l'enveloppe de 150.000 € accordée par le Conseil Départemental.

Mme BREBAN confirme les propos de M. LANGE.

Les débats se poursuivent à propos de l'opération « Acquisition de Matériel divers » (307)

Mme BREBAN indique que cette opération telle que présentée dans le projet de budget regroupe toutes les acquisitions de matériel prévues par les Adjoints et commissions pour un montant total de 125.000 €, soit :

- Le panneau lumineux pour 15.000 €
- Les sanisettes pour 35.000 €
- Le radar et les ralentisseurs pour 10.000 €
- Le matériel pour le Jardin des Gorguettes pour 15.000 €
- Acquisitions diverses (enveloppe globale non encore affectée) pour 50.000 €

M. LANGE : « Tout est donc regroupé dans cette opération-là ? Alors je ne suis pas d'accord pour la voter car je suis contre l'achat des sanisettes. Je voulais qu'on vote ligne par ligne. Je ne veux pas que la partie d'emprunt non affectée aux acquisitions foncières serve notamment à l'achat des sanisettes et du matériel pour le Jardin des Gorguettes pour lequel on a déjà dépensé 5.000 € de bancs, 11.000 € de barrières, maintenant cela suffit ! On aurait augmenté l'emprunt pour faire du structurant c'est-à-dire la réfection de rues par exemple j'aurais été d'accord mais là, gonfler l'emprunt pour acheter des sanisettes, je ne suis pas d'accord. »

Mme BREBAN propose de voter ligne par ligne pour cette opération.

Mme INGRASSIA intervient pour rappeler que les projets énumérés ont été évoqués au Débat d'Orientations Budgétaires et ont été votés.

M. LANGE répond qu'effectivement ces projets ont été présentés mais pas votés. Il rappelle qu'il a toujours été contre l'achat des sanisettes.

Mme INGRASSIA : « Il est important de disposer de toilettes publiques dignes de ce nom pour recevoir les touristes. »

M. COEURDEUIL : « Une remarque générale : les dotations de l'Etat diminuent, les dépenses quant à elles ont tendance à filer, les acquisitions sont largement surpayées, la CAF tend à diminuer, c'est donc une gestion des finances publiques à laquelle on ne peut pas s'associer car au train où vont les choses, on en reparlera dans deux ans, on augmente les impôts. »

M. FOURNEL : « Pour le projet de restauration de la Chapelle ND de Pitié, on devait payer sur deux ans environ 140.000 € et là cette année on inscrit déjà 100.000 €. Pouvons-nous avoir quelques explications ? »

Mme INGRASSIA : « J'ai déjà évoqué dans le détail cette opération et son financement lors du D.O.B.. Je reprends : l'enveloppe globale des travaux intérieurs de la Chapelle va s'élever à 290.000 €. Des subventions ont déjà été allouées à la Commune, le mécénat va venir les compléter (environ 30.000 €) et il va rester effectivement en autofinancement environ 65.000 € par an sur deux ans. Il faut comprendre la gymnastique comptable qui oblige à inscrire en dépenses la totalité du coût d'une opération et en recettes les aides financières allouées ou espérées, la différence constituant l'autofinancement. Les travaux vont démarrer en fin d'année 2016 pour 100.000 € et il restera 190.000 € à voter en 2017 pour terminer cette tranche. L'autofinancement indiqué lors du DOB n'est pas un leurre, ne vous inquiétez pas ! »

M. GIRAUD : « Je voudrais préciser que le chiffre annoncé concernant le matériel divers représente une enveloppe globale. Le Conseil Municipal ne signe pas un blanc-seing au Maire pour passer toutes ces commandes. Il n'y a pas une liste cachée derrière le libellé « matériel divers ». Ce sont des orientations qui seront encore débattues. Imaginez qu'il arrive une catastrophe et que, par exemple, la toiture de la mairie s'effondre, tout ou partie de ces projets seront remis en cause afin de dégager des finances pour les travaux à réaliser en urgence. »

M. LANGE : « Je ne voterai pas le budget pour encore une autre raison soit la ligne concernant les études à mener pour La Magnanerie pour 56.400 € alors qu'on ne sait pas si en 2017 nous aurons le budget pour réaliser les travaux. »

Mme BREBAN propose de revoir les propositions d'investissement opération par opération afin de recueillir le vote des Conseillers pour chacune :

- Opération 419 - Acquisitions foncières :

Pour le terrain CHABAS (1.260.000 €) et des petites acquisitions diverses (12.000 €)

CONTRE : MM. FOURNEL-PAZ-COEURDEUIL et Mme BOULE-AMPHOUX

ABSTENTION : MM. LANGE-VERDON

- Opération 418 - La Magnanerie :

M. FOURNEL demande l'affectation du montant de 56.400 € proposé.

M. SAULNIER répète qu'il s'agit du montant des études.

CONTRE : MM. FOURNEL-LANGE-VERDON

ABSTENTION : MM. BREBAN-PASQUET-RIHAL

- Opération 416 - Réseau pluvial :

Dans un premier temps MM. FOURNEL-PAZ-COEURDEUIL et Mme BOULE AMPHOUX s'abstiennent.

M. LANGE intervient pour leur rappeler que cette étude est vraiment nécessaire.

M. PAZ en convient mais il rappelle que comme pour La Magnanerie, la Commune ne disposera pas de l'argent pour faire les travaux ensuite.

M. SAULNIER rappelle que cette étude est menée dans le cadre de l'élaboration du PLU afin de prévoir les zones inondables.

M. COEURDEUIL : « Les études sur le pluvial ne sont pas incluses dans celles sur le P.L.U. ? »

M. SAULNIER répond négativement et rappelle que c'était une mission séparée et complémentaire.

Dans un second temps, cette opération est acceptée à l'unanimité.

- Opération 409 - Eglise :

M. PAZ rappelle que le montant proposé ne sera pas suffisant pour réaliser la totalité des travaux prévus par la Commission, loin de là.

Proposition acceptée à l'unanimité.

- Opération 402 - Place Gambetta/Rue Nationale :

Proposition acceptée à l'unanimité.

- Opération 367 - Chapelle « Notre Dame de Pitié »

CONTRE : M. FOURNEL qui considère qu'il y a d'autres investissements plus prioritaires.

- Opération 359 - Immeuble Pl Libération (bureaux Police)

Proposition acceptée à l'unanimité.

- Opération 336 - Services Techniques (achat d'un camion)

Proposition acceptée à l'unanimité.

- Opération 317 - Voirie

Proposition acceptée à l'unanimité.

- Opération 313 - Bâtiments divers (qui sera répartie en deux opérations distinctes pour une meilleure clarté dans les chiffres)

Opération 420 - Travaux d'accessibilité pour 65.000 € (LA POSTE bureau et appartement)

Opération 421 - Centre de Loisirs pour 50.000 € (réaménagement)

Propositions acceptées à l'unanimité.

- Opération 308 - Groupe scolaire (études pour les travaux de réaménagement)

M. FOURNEL s'abstient car opposé à ces études. Il souhaitait que les entreprises viennent directement se rendre compte des travaux à entreprendre pour la réfection des locaux avant de remettre leurs devis, sans passer par un bureau d'études.

M. SAULNIER répond que pour les travaux d'accessibilité les études préalables sont rendues obligatoires.

M. FOURNEL souligne que la mission d'études ne concernera pas que l'accessibilité mais aussi l'isolation par exemple.

M. SAULNIER indique qu'à partir de ces études comprenant l'accessibilité mais aussi la mise aux normes en matière d'économie d'énergie, la Commune pourra déposer des demandes de subventions auprès de l'Etat notamment.

M. FOURNEL retire son abstention.

Proposition acceptée à l'unanimité.

- Opération 307 - Matériel divers

-Radar, ralentisseurs : 10.000 €

- **CONTRE : MM. COEURDEUIL-PAZ et Mme BOULE AMPHOUX**

M. COEURDEUIL considère que le coût est excessif par rapport au nombre limité d'utilisations dans l'année.

M. GIRAUD : « La Commune a obtenu 5.300 € de subvention au titre du produit des amendes de police en 2015 au titre de ces équipements de sécurité. J'ai remis à M. VERDON les devis reçus pour le radar. La dépense n'atteint pas 5.300 €. Des faux frais de sécurité doivent être pris également en compte suite à divers constats de danger (par exemple : miroirs de circulation, plots entre le rond-point de la coopérative et celui de la route de Bras pour éviter aux automobilistes de couper la ligne blanche continue sur la déviation pour accéder à la boulangerie). Cela permettra aussi de mener à bien quelques petites actions relatives à la sécurité routière en général. »

M. PAZ : « Pour les actions à mener pour la sécurité routière, je suis tout à fait d'accord. Par contre pour l'acquisition d'un radar, je ne pense pas que ce soit vraiment bénéfique. »

M. GIRAUD : « Le radar sera utilisé à minima à raison de deux demi journées par semaine sur les routes départementales et sur la voirie communale également. »

M. COEURDEUIL : « Quand on prend l'exemple de certains pays comme la Hollande qui a mis en place depuis plus de 40 ans des systèmes d'aménagement aussi bien en matière d'urbanisme que d'aménagements routiers, il n'y a pas un radar et les vitesses sont respectées. C'est une politique générale à mener : partons-nous vers un système de radars, contrôles, etc, ou bien créons-nous des aménagements qui vont inciter les gens à avoir un comportement cohérent pour la sécurité de tout le monde ? Je ne suis pas d'accord pour mettre de l'argent dans des systèmes répressifs même si on va récupérer beaucoup d'argent sur les amendes. »

M. GIRAUD : « Le but de notre action n'est pas celui-ci. Le reversement du produit des amendes de police ne vient pas en compensation directe par rapport au nombre de verbalisations réalisées sur la Commune mais c'est un reversement fait par le Conseil Départemental à partir des amendes infligées dans le Département. Pour LE VAL, il y a une forte demande de sécurisation routière et nous essayons d'y répondre par nos petits moyens. Nos concitoyens pourront constater que les 5.000 € alloués sont utilisés pour la sécurité routière et j'espère que les résultats se verront rapidement non pas uniquement sur les routes départementales mais également sur les chemins communaux où ils sont les premiers acteurs. Nous essaierons d'améliorer encore notre action mais n'oublions pas que les Français ne sont pas des Hollandais. »

M. VERDON : « Faisant partie d'un collectif sur la sécurité routière, je suis très sensible à cette question. Je tiens à insister sur la présence de criminels, de terroristes de la route, que ce soit sur les chemins communaux ou les routes départementales. Il faut que toutes les instances fassent un effort rapidement pour sécuriser la circulation routière et piétonne, autant les Communes que les Départements et la Préfecture. Des pétitions sont en cours de rédaction et il est insupportable, irresponsable et criminel de ne rien faire. »

M. SAULNIER rappelle que le Conseil Départemental a été alerté à plusieurs reprises sur ce danger mais qu'il est très difficile de faire bouger les choses. Toutes les pétitions sont les bienvenues pour appuyer nos interventions. On a par exemple demandé depuis près de deux ans qu'un ilot central remplace la ligne blanche continue de la section de la déviation située entre le rond-point de la Coopérative et celui de la Route de Bras afin d'empêcher les véhicules de couper la voie pour se rendre à la boulangerie. Il nous est répondu que notre demande va être étudiée.

M. GIRAUD : « Ceci était pour évoquer le volet « Direction des Routes ». Il faut ajouter aussi que nous avons obtenu un rendez-vous avec le Chef de Brigade de la Gendarmerie de Brignoles, rendez-vous qui prendra la forme de réunion mensuelle à l'avenir, pour soulever tous les problèmes que nous avons. La situation du VAL a bien été prise en compte, la Gendarmerie de Brignoles fera des tournées régulièrement sur la Commune. La Gendarmerie va s'équiper d'un radar banalisé (dans une voiture) mis à disposition une semaine par mois dont un jour par mois affecté au VAL. Ce radar sera intransigeant et contrairement à celui de la Commune qui sera plus pédagogique que répressif. »

M. NAL : « Certains chemins communaux, sans parler des routes départementales, sont bien aménagés avec une signalétique claire quant à la limitation de vitesse avec des ralentisseurs (le chemin des Vergers par exemple), et les automobilistes sont peu nombreux à respecter cette limitation. Ensuite, quand on parle de la route de Bras par exemple, la plupart des automobilistes conduisent à une vitesse excessive et la plupart d'entre eux sont les habitants de cette route. »

Après ces débats, MM COEURDEUIL et PAZ et Mme BOULE AMPHOUX retirent leur vote CONTRE mais s'abstiennent.

-Sanisettes : 35.000 €

M. CULINATI prend la parole pour rappeler qu'il ne s'agit pas de sanisettes mais de toilettes publiques automatiques puis ajoute : « il y a deux ans, lorsque nous avons été élus nous avons misé sur le tourisme. Nous avons dans un premier temps changé l'emplacement du Point Accueil pour le rendre plus visible ; nous avons repeint tous les musées pour pouvoir les rouvrir. Actuellement nous sommes en train de remettre en place, en collaboration avec l'association « Les Amis de Paracol », la roue à aube de la salle de la cascade, ce qui va attirer encore plus de monde. Nous aménageons actuellement le jardin des Gorguettes avec notamment la plantation de 67 arbres. Les touristes viennent et nous les envoyons dans des toilettes publiques qui sont obsolètes, en mauvais état, pas aux normes. J'estime qu'avec tout ce que nous avons fait et faisons pour favoriser le tourisme, il est indispensable d'installer des toilettes publiques automatisées à la place de ces WC publics. Le montant de 35.000 € ne sera certainement pas atteint. »

CONTRE : MM. PAZ-COEURDEUIL-BOULE AMPHOUX - VERDON-LANGE

ABSTENTION : M. FOURNEL

M. NAL demande qui parmi les Conseillers a utilisé les toilettes du Paradou et qui est parvenu à en fermer la porte ?

M. LANGE estime que le local des WC publics peut être remis en état par le personnel communal.

M. PAZ : « Une petite comparaison : les Baux de Provence, avec 1 million de visiteurs par an, sont dotés de toilettes classiques »

M. LANGE : « Ceux qui vont au marché à Brignoles le samedi matin n'ont qu'à se rendre dans les toilettes automatisées du Parking Clémenceau pour se rendre compte des odeurs qui s'en dégagent. C'est sale ! »

-Matériel du jardin des Gorguettes : 15.000 €

M. NAL indique que l'intérieur de la nouvelle serre est à aménager, les agents ont besoin de matériel et d'outillage de jardinage, du mobilier tel que notamment des tables ainsi que des jardinières et des arceaux en ferronneries pour la roseraie.

M. FOURNEL demande si la serre vitrée sera réparée.

M. NAL répond affirmativement.

CONTRE : M. LANGE

ABSTENTION : M. VERDON

-Panneau lumineux: 15.000 €

Mme INGRASSIA indique que pour cette année un panneau double face est proposé.

M. PAZ trouve regrettable qu'on n'investisse pas dans deux panneaux cette année car ce sont des outils performants. Une petite rallonge aurait pu être accordée pour avoir les deux types de panneaux.

M. SAULNIER rappelle qu'il y a encore des points à voir pour l'installation de ces panneaux (localisation, alimentation électrique, sécurité,...)

M. FOURNEL indique que si la Commune avait commandé les deux panneaux, elle aurait pu avoir, en geste commercial, un troisième panneau plus petit. En ne commandant qu'un seul panneau, on se prive de cet avantage.

M. CULINATI pense qu'on pourra encore négocier avec le fournisseur.

CONTRE : MM VERDON- LANGE

-Matériel divers : 50.000 €

M. LANGE demande de quel matériel il s'agit.

Mme BREBAN répond qu'il s'agit d'une enveloppe globale pour faire face aux besoins en matériel et outillage pour les services techniques.

Mme INGRASSIA indique que ses besoins en matériel de festivités tel que 50 tables, 100 chaises, etc... sont inclus dans cette enveloppe.

M. SAULNIER rappelle le mauvais état du mobilier et le fait qu'il ne soit plus conforme aux normes en vigueur.

M. PAZ demande si on pourra continuer cette politique de renouvellement du matériel pour les manifestations car cela fait deux ans qu'il est attendu.

M. SAULNIER intervient : « Cela fait 15 ans que plus rien n'est fait sur cette Commune ; il faut nous laisser le temps d'avancer ! »

Cette proposition est acceptée à l'unanimité.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,
Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité :

- pour la section de fonctionnement : 2 abstentions (M. LANGE et VERDON) et 4 CONTRE (Mme BOULE AMPHOUX et MM. PAZ-COEURDEUIL-FOURNEL)
- pour la section d'investissement : 1 abstention (M. LANGE) et 5 CONTRE (Mme BOULE AMPHOUX et MM. VERDON-PAZ-COEURDEUIL-FOURNEL)

ADOpte le projet de budget primitif 2016 de la Commune

ARRETE, pour l'exercice 2016,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de HUIT MILLIONS CENT TRENTE TROIS MILLE SEPT CENT QUARANTE SIX EUROS QUATRE VINGT UN CENTIMES (8.133.746,81 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de HUIT MILLIONS CENT TRENTE TROIS MILLE SEPT CENT QUARANTE SIX EUROS QUATRE VINGT UN CENTIMES (8.133.746,81 €)

DIT que les traitements et indemnités suivront les augmentations éventuelles en cours d'exercice.

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2016 du Service Public de l'Eau Potable dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,
Après avoir discuté chapitre par chapitre pour chaque section,
Après avoir consigné le résultat de ses votes,
A l'unanimité,

ADOpte le projet de budget primitif 2016 du Service Public de l'Eau Potable,

ARRETE, pour l'exercice 2016,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de UN MILLION NEUF CENT SOIXANTE DOUZE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE QUATRE EUROS DOUZE CENTIMES (1.972.454,12 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de UN MILLION NEUF CENT SOIXANTE DOUZE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE QUATRE EUROS DOUZE CENTIMES (1.972.454,12 €)

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le projet de Budget Primitif 2016 du Service Public de l'Assainissement dressé par lui après examen approfondi réalisé par la Commission Communale des Finances, et appuyé de tous les documents propres à justifier ses propositions.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, pour la présentation de ce document budgétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour chaque section,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A l'unanimité,

ADOpte le projet de budget primitif 2016 du Service Public de l'Assainissement,

ARRETE, pour l'exercice 2016,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE HUIT EUROS
QUATRE VINGT TREIZE CENTIMES (1.569.838,93 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de
UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE HUIT EUROS
QUATRE VINGT TREIZE CENTIMES (1.569.838,93 €)

5 - Demande de prêt bancaire pour acquisitions foncières et travaux d'investissement

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'un emprunt de 1.500.000 € a été inscrit en prévisions au budget primitif 2016 de la Commune pour permettre le financement des programmes d'investissements votés soit deux acquisitions foncières (terrains CHABAS et TAXIL) et des travaux d'investissement.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe aux Finances, qui indique qu'une consultation a été lancée auprès de plusieurs établissements bancaires: le Crédit Agricole, la Caisse d'Epargne (Crédit Foncier), la Caisse des Dépôts et Consignations et la Banque Postale.

Mme BREBAN fait part au Conseil Municipal des propositions reçues, propositions qui ont été étudiées par la Commission des Finances.

Elle propose au Conseil Municipal de souscrire auprès du Crédit Foncier un contrat de prêt sur 20 ans, à taux fixe et échéances constantes, aux conditions suivantes :

- <u>Montant</u> :	1.500.000 €
- <u>Durée de remboursement</u> :	20 ans
- <u>Périodicité des échéances</u> :	trimestrielle
- <u>Taux fixe</u> :	2,01 %
- <u>Frais et commissions</u> (0,05 %) :	750 €

M. COEURDEUIL : « Bien évidemment on s'oppose à cette demande d'emprunt pour deux raisons, d'abord, on surpaye les terrains et ensuite vu qu'on ne se soit pas rapproché d'un organisme dédié à ce type d'opérations qui permettent de constituer de la réserve foncière en se substituant à la Commune et en lui évitant ainsi de sortir de l'argent en attente de mise en place de programmes. Cette possibilité n'a pas été exploitée ce qui nous oblige à en passer par les taux pratiqués par les banques. »

M. FOURNEL reconnaît que le terrain « CHABAS » est une réserve foncière importante pour la Commune et un terrain stratégique mais « de la manière dont cela a été fait, je ne suis pas d'accord car on avait des outils pour pouvoir le bloquer et voir plus tard pour l'acquérir. M. TORRESILLA avait d'ailleurs évoqué ces outils. On aurait pu attendre un peu et notamment l'avancée du P.L.U.. Je vote donc contre cet emprunt mais je suis d'accord sur le principe de cette acquisition foncière. »

M. LANGE intervient : « On va contracter un emprunt de 1.500.000 €, le terrain est vendu pour 1.260.000 € (sans discuter sur le fait qu'il soit trop cher), on a demandé une subvention auprès du Département de 150.000 € et 10.000 € de fonds propres, ce qui ramène le besoin de financement à 1.100.000 € et on devrait emprunter 1.100.000 € seulement. On gonfle l'emprunt de 400.000 €. Si cela avait été affecté à des infrastructures telles que la voirie communale par exemple, j'aurais été d'accord. Mais si c'est pour permettre le financement de dépenses d'investissement telles que l'acquisition de matériel (sanisettes notamment), je vote contre l'emprunt.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité :

5 CONTRE : MM. FOURNEL-PAZ-COEURDEUIL-LANGE et Mme BOULE AMPHOUX

1 ABSTENTION : M. VERDON

DECIDE de contracter un prêt de 1.500.000 € auprès du Crédit Foncier aux conditions énoncées,

DECIDE d'affecter le montant de ce prêt au paiement des factures liées aux travaux d'investissement inscrits au budget communal, principalement l'acquisition des terrains « CHABAS » et « TAXIL » lieu-dit « St-Jacques » pour un montant de 1.390.000 €,

MANDATE Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à cet emprunt,

S'ENGAGE à inscrire chaque année au budget la somme nécessaire au remboursement de l'emprunt.

Personnel communal

6 - Contrat aidé affecté au nettoyage de la voirie - Augmentation du nombre d'heures

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 24 mars 2015, un emploi aidé de type « C.U.I. » a été créé pour le service de nettoyage de la voirie.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal, qui indique que la charge de travail affectée à l'agent embauché sur cet emploi aidé a été augmentée et qu'il est nécessaire de majorer le nombre d'heures hebdomadaire de son contrat pour le porter de 20 à 26 heures à compter du 1^{er} avril 2016 afin d'assurer le ménage dans les musées rouverts au public depuis peu.

M. GIRAUD indique également que cet agent verra son autonomie renforcée afin de gérer son travail en fonction de la météo pour qu'en cas de pluie elle aille renforcer l'équipe de ménage ou bien se consacrer au nettoyage des musées.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE d'augmenter le nombre d'heures hebdomadaire de travail de l'agent embauché sur le contrat aidé « C.U.I. » créé par délibération du 24 mars 2015,

INDIQUE que ce nombre d'heures hebdomadaire sera fixé à 26 heures à compter du 1^{er} avril 2016.

PRECISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 012).

Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse

7 - Tarifs des activités périscolaires et extra scolaires 2016/2017

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que les tarifs relatifs aux prestations périscolaires et extra scolaires ont été instaurés par délibération du 13 mai 2015 et fixés pour l'année scolaire 2015/2016.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, à l'Enfance et à la Jeunesse, qui propose à l'assemblée délibérante les nouveaux tarifs 2016/2017 pour les diverses interventions de la Commune dans le cadre de l'Enfance, soit : la garderie municipale, la pause méridienne (repas à la cantine), le centre de loisirs du mercredi et des vacances, les inscriptions aux NAPS.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les nouveaux tarifs proposés.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, à l'Enfance et à la Jeunesse,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les nouveaux tarifs périscolaires et extra scolaires tels que proposés par Mme PASQUET,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour leur mise en application à compter de la rentrée scolaire 2016/2017.

Divers

8 - Convention de prêt des tentes chapiteaux communales

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal avoir reçu des demandes de prêt des tentes « chapiteaux » communales pour l'organisation de divers événements associatifs ou autres.

Il donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint.

M. CULINATI précise que la mise à disposition du matériel municipal à des tiers (associations ou autres organismes publics ou privés) doit être gérée par des conventions de prêt. Il propose que le prêt des tentes chapiteaux soit réalisé à titre gratuit et donne lecture à l'assemblée d'un projet de convention.

M. COEURDEUIL signale que la convention est incomplète car ne prévoit pas la remise d'une attestation d'assurance ni le versement d'une caution. L'emprunteur doit certes informer la Commune, comme prévu dans la convention, des dégradations mais aucune disposition n'est prise pour la prise en charge des réparations.

M. LANGE est contre le prêt de tentes, même à titre onéreux : « premièrement ces tentes ne sont pas de très bonne qualité, elles valent ce qu'elles valent, deuxièmement, ce prêt va impliquer une perte de temps pour les employés communaux car il va falloir déplier les tentes avant de les donner pour constater leur bon état, puis les déplier au retour. Et en plus à titre gratuit ! Je ne suis pas d'accord. »

M. DEBAQUE rappelle que la Commune emprunte des tentes pour ses manifestations.

M. LANGE répond qu'on emprunte des tentes au Département et donc que ce n'est pas pareil.

Mme BREBAN précise que la Commune loue les tentes au Département.

M. CULINATI indique que les tentes de la Commune sont aux normes (anti feu, épaisseur conforme,...) et de bonne qualité.

M. SAULNIER indique qu'un employé de la Mairie serait présent sur les lieux du montage des tentes pour constater qu'elles étaient bien montées et qu'au démontage il devrait se rendre aussi sur place pour vérifier s'il n'y avait pas de désordres en présence d'un Adjoint.

M. LANGE demande qui va assurer le transport de ces tentes.

M. CULINATI répond que ce sont les emprunteurs qui devront venir les chercher.

M. VERDON demande pour quelles raisons le prêt est accordé à titre gratuit.

M. CULINATI répond que la Foire à la Saucisse se déroule depuis 25 ans et que les tentes sont prêtées à titre gratuit.

Mme BREBAN répond que cela n'a rien à voir : « c'était la Mairie de Brignoles qui prêtait les tentes gratuitement, ensuite la Commune les a louées au Département et maintenant c'est la Foire de Brignoles qui demande qu'on prête nos tentes. Vu le petit budget dont nous disposons, et le peu de marge de manœuvre que nous avons, je serai contre le prêt. »

M. FOURNEL : « Que ce soit un prêt ou une location, il va y avoir un problème entre les emprunteurs car certains disposeront de services techniques pour monter les tentes et d'autres devront les monter eux-mêmes. Je trouve que le prêt à titre gratuit n'est pas souhaitable même si une caution est prévue. »

Mme PASQUET : « Je voterai contre d'une part sur le principe de la gratuité du prêt et d'autre part vu la nécessité de la présence de personnel des services techniques pour vérifier si le montage et le démontage sont réalisés correctement, soit environ deux demi-journées, alors qu'il y a des tâches à accomplir pour la commune du VAL. »

Mme RIHAL : « Si les dispositions relatives au versement d'une caution et à la rémunération du prêt ne figurent pas dans la convention, je ne suis pas d'accord du tout. »

Mme INGRASSIA : « Je vais voter contre aussi car nous avons peu de matériel et nos 4 malheureuses tentes doivent être réservées aux manifestations communales. »

M. SAULNIER tient à préciser : « la Foire de Brignoles nous a demandé par courrier si nous pouvions leur prêter des tentes, sans en préciser le nombre. Nous avons pensé à formaliser une convention pour aller au-delà de cette demande spécifique dans l'éventualité où des associations par exemple en auraient besoin. D'autre part, nous pourrions prévoir dans le texte de la convention le versement d'une caution ainsi que le montant de la location d'une tente. »

M. FOURNEL indique qu'il faut prévoir aussi l'implication du personnel communal.

M. SAULNIER répond qu'avec la caution et le principe de la location, il n'y aura plus besoin de prévoir la présence d'agent communal pour le montage et le démontage.

M. LANGE : « Si j'ai bien compris, ce projet de prêt de tentes vient de la demande de la Foire de Brignoles. Mme PONS, Député Maire de Brignoles, à plus de 100.000 € de réserve parlementaire, elle peut donc octroyer une aide financière à la Foire de Brignoles pour acheter des tentes. »

M. FOURNEL considère comme normal de louer les tentes pour des organismes extérieurs à la Commune. Pour la Foire à la Saucisse, on devra prêter les tentes au moyen de cette convention. »

M. SAULNIER répond que Mme PONS agit comme elle l'entend au niveau de sa commune, la question de ce soir n'est pas celle-là : « Je fais passer le message reçu au Conseil Municipal, après c'est vous qui décidez ! ».

Mme BREBAN revient sur le fait que la Commune de Brignoles ne prête plus de tentes pour la Foire à la Saucisse. Elles sont louées auprès du Département depuis deux ans.

M. GIRAUD : « On a rien à gagner à critiquer les autres communes et à s'opposer à Brignoles qui comme LE VAL fait partie de la Communauté de Communes. Malgré tout LE VAL profite un peu de la Foire de Brignoles. Avec une petite négociation, on aurait pu négocier un stand pour faire connaître LE VAL aux visiteurs de la Foire. Toutefois, ce projet de convention ne me convient pas. »

Mme MUNIER regrette qu'on ne puisse pas venir en aide à une commune plus petite que LE VAL en lui prêtant du matériel comme les tentes par exemple.

Monsieur le Maire demande l'avis du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Jean CULINATI, Adjoint,

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

9 ABSTENTIONS : MM. SAULNIER - DEBAQUE - CULINATI - GAUTIER - GIRAUD - CEMBRANI - BOSSUGE - NAL - MUNIER

16 - CONTRE : MM. TURINELLI - INGRASSIA - BREBAN - PASQUET - LANGE - NAL - VERDON - MIONET - RIHAL - GAQUIERE - REES - COLLAINÉ - COEURDEUIL - PAZ - FOURNEL - BOULE AMPHOUX.

REJETTE le projet de convention de mise à disposition des tentes « chapiteaux" communales.

REFUSE la mise à disposition de ce matériel à des tiers.

9 - Mise à disposition du SYMIELECVAR des équipements d'éclairage public suite au transfert de la compétence optionnelle n° 8 « Maintenance Eclairage Public »

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, suite à sa délibération du 8 avril 2015 et il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE indique que :

Considérant que la Commune de LE VAL a transféré au SYMIELECVAR, la compétence optionnelle n°8 « Maintenance Eclairage Public ».

Considérant qu'en application de l'article L.5721-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune qui transfère une compétence au SYMIELECVAR s'engage à mettre à la disposition de ce dernier les biens et services nécessaires à l'exercice de cette même compétence, et ce dans les conditions prévues par les articles L 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que la mise à disposition a pour effet de transférer les droits patrimoniaux du propriétaire, sans transférer le droit de propriété, c'est-à-dire que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

A l'unanimité,

CONVIENT et ARRETE ce qui suit :

1 - Mise à disposition des équipements existants - descriptif des biens :

La Commune met à la disposition du SYMIELECVAR les équipements relatifs aux réseaux d'éclairage public précisés dans le procès- verbal de mise à disposition des biens joint à la présente délibération. Ces valeurs sont issues de l'inventaire de la Commune à la date de son adhésion au SYMIELECVAR, pour la compétence n° 8, soit le 8 avril 2015.

2 - Constat de transfert des biens à établir contradictoirement entre les deux parties :

Les équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvaient à la date d'adhésion au Syndicat.

3 - Dispositions comptables

Cette mise à disposition du patrimoine est constatée sur le plan comptable une seule fois, conformément à la réglementation en vigueur.

Les installations relatives aux réseaux d'éclairage public font l'objet d'un transfert à l'actif de la Commune par un débit du compte 2423 (immobilisations mise à disposition dans le cadre de transfert de compétences) et un crédit de la subdivision concernée au compte 21534

(installations réseaux d'électrification) pour le montant inscrit à l'inventaire de la Commune, soit 1.931,54 €, au titre de l'éclairage public.

Cette opération non budgétaire est constatée par le Comptable sur les informations transmises par la commune dans le cadre d'un certificat administratif auquel sera joint un procès-verbal attestant de cette mise à disposition et la délibération.

Le Maire transmettra ce montant inscrit à l'inventaire de la Commune après visa du Comptable.

Ce même montant est retracé à l'actif du SYMIELECVAR au débit du compte 21753 et par le crédit du compte 1027 au titre des biens reçus pour l'exercice de la compétence.

La remise des installations de la Commune au SYMIELECVAR a lieu à titre gratuit.

4 - Dispositions techniques

Le SYMIELECVAR, bénéficiaire de la mise à disposition, assure l'ensemble des obligations de la commune en lieu et place de la commune.

La Commune continue à rembourser les emprunts souscrits pour la réalisation des ouvrages antérieurs à la date d'effet du transfert de compétence.

5 - Dispositions diverses

En cas de reprise de compétence par la Commune, il sera mis un terme à la mise à disposition des biens et l'opération budgétaire inverse sera effectuée. La Commune réintégrera dans son actif le montant de la valeur initiale des installations augmenté du montant des travaux réalisés par le SYMIELECVAR au cours de la durée de mise à disposition.

Mme BREBAN demande à M. DEBAQUE d'explicitier plus en détails cette affaire.

M. DEBAQUE indique que la maintenance de l'éclairage public n'est plus de la compétence de la Commune mais de celle du SYMIELECVAR. Les dépannages d'ampoules grillées ou la réparation des lampadaires et lanternes dépendent de ce Syndicat. Chaque dispositif est numéroté et le dépannage est demandé par internet. La Commune n'aura plus de location de nacelle à prévoir.

M. FOURNEL demande si ce transfert de compétences implique des frais supplémentaires pour la Commune.

Mme BREBAN demande quel sera le coût de la maintenance à l'année pour la Commune.

M. DEBAQUE répond que ce n'est pas la question présentée ce soir. Il est demandé au Conseil de se prononcer sur le principe du transfert de compétences « Eclairage Public ».

M. COEURDEUIL indique que le matériel appartient toujours à la Commune mais que la gestion ne lui incombe plus.

M. FOURNEL indique qu'on devrait avoir les tarifs appliqués pour les frais supplémentaires.

M. SAULNIER précise qu'il ne s'agira pas de frais supplémentaires vu que les dépannages étaient pris en charge auparavant par la Commune.

M. FOURNEL prend acte qu'il n'y aura pas d'augmentation de dépenses pour ce secteur.

10 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 18 février 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, la décision suivante dans le cadre de ses délégations :

Annule et remplace la décision n°39/2015 du 14 Décembre 2015, attribution du marché FS 04/2015 – ACRI HE (réseau pluvial) (erreur sur le montant de la tranche conditionnelle : 1.801 €)	33 035 € HT dont 1080 € tranche conditionnelle
---	---

Monsieur le Maire indique d'autre part que 3 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 18 février 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 18 février 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

11 - Question écrite de M. COEURDEUIL relative au fonctionnement de la Commission d'Urbanisme

Commission d'Urbanisme

Monsieur Le Maire,

Lors de la première réunion de la Commission d'Urbanisme, les membres présents ont proposé de pouvoir étudier tous les dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme d'importance dès les premiers contacts des pétitionnaires avec la Commune.

Demande restée sans effet.

Un courrier signé par la majorité des membres de la Commission d'Urbanisme vous a été envoyé le 20/04 2015 portant essentiellement sur les dossiers Jouberte et Japel.

Courrier resté sans réponse.

La Commission d'Urbanisme a été réunie, sauf erreur ou omission, 8 fois en 2 ans, alors même que des dossiers d'importance sont pendants. De plus, lors de la plupart de ces réunions, force a été de constater que nous avons été cantonnés dans de rôle de membre d'une chambre d'enregistrement de « porter à connaissance ».

Question :

Avez-vous l'intention de persister dans ce qu'il convient de qualifier de simulacre de concertation, voire de démocratie ?

Avez-vous l'intention de vider la commission de toute raison d'exister et de dénier à ses membres, qui font tous montre de compétences et d'investissement, le droit d'accéder à la connaissance des dossiers impliquant fortement le devenir de la Commune ?

M. SAULNIER indique d'autre part que lorsqu'il s'agira de travailler sur l'aménagement du terrain CHABAS en cours d'acquisition par la Commune, les membres de la Commission d'urbanisme pourront proposer des esquisses, des idées.

M. SAULNIER tient à rappeler que pour l'affaire « Terrain JAPEL », sur lequel est actuellement envisagé un projet d'importance, différentes réunions avec débats ont été tenues en présence des Conseillers Municipaux. Les procès-verbaux de l'époque peuvent en témoigner. Il avait été proposé aux membres de la Commission d'Urbanisme de travailler sur des esquisses d'aménagement urbanistique de ce terrain afin que chacun puisse apporter ses idées. Cette demande n'a pas abouti. M. SAULNIER rappelle d'autre part qu'à l'arrivée de la nouvelle équipe municipale, ce terrain était soumis à décision de justice pour préemption induite. Aujourd'hui, la Commune ayant retiré son droit de préemption, un aménageur privé étudie un projet d'aménagement. Ce projet sera soumis à la Commission d'Urbanisme et au Conseil Municipal.

M. SAULNIER évoque ensuite l'affaire « Terrain La Jouberte ». Il indique que ce terrain n'appartient pas vraiment à la Commune puisque celle-ci a été condamnée à le proposer à la vente à l'aménageur « LE VAL DE PROVENCE » ou encore à ses propriétaires initiaux. Elle ne peut donc en disposer à son aise. La Commune a toutefois gagné le procès au niveau des indemnités de préjudice demandées par l'aménageur, celles-ci ayant été rejetées par la Cour d'Appel. Il rappelle que, par délibération du 18 février 2016, la Société « LE VAL DE PROVENCE » a été mise en demeure de se prononcer sur la proposition de vente du terrain avant le 30 septembre 2016. Elle a été d'autre part autorisée à déposer toutes demandes d'urbanisme. M. SAULNIER indique qu'ainsi la Commune pourra être informée du projet d'aménagement et y travailler de concert avec le promoteur. La Commission d'Urbanisme sera invitée à étudier le dossier et à émettre des avis.

M. SAULNIER indique ensuite que le travail sur le P.L.U. est mené en collaboration avec le Cabinet BEGEAT et le COPIL formé d'élus du Conseil Municipal. De nombreuses réunions ont déjà eu lieu. De même pour les études annexes telles que le diagnostic agricole, le diagnostic assainissement, la révision du schéma directeur de l'assainissement et le schéma directeur de gestion des eaux pluviales.

Il convient que M. COEURDEUIL a été présent la plupart du temps sauf quelques absences excusées (1 ou 2 à priori).

Il indique que des convocations ont été envoyées récemment pour inviter le COPIL à deux prochaines réunions de travail internes sur l'enveloppe urbaine notamment.

M. SAULNIER considère que la Commission d'Urbanisme travaille régulièrement et qu'elle est convoquée lorsque les demandes reçues par le Service de l'Urbanisme présentent une certaine importance.

Il propose que dorénavant une réunion soit prévue tous les 15 jours afin que chaque dossier reçu soit soumis aux membres de la Commission d'Urbanisme (clôtures, abris de jardin, panneaux photovoltaïques, modifications de façades, piscines, construction neuve, aménagement de constructions, modificatifs, etc.... ainsi que demandes de permis d'aménager, de divisions parcellaires, de permis de construire, de certificats d'urbanisme, etc....)

Il souligne la totale transparence avec laquelle tous les dossiers sont traités jusqu'à ce jour et rappelle que les projets importants ont toujours fait l'objet d'un travail en commun au sein de la Commission.

M. SAULNIER fait part à l'assemblée que le temps de parole de chaque Conseiller sera limité à l'avenir afin de ne pas allonger les débats inutilement et retarder les décisions sur les dossiers en cours. Il considère que certaines polémiques sont superflues.

M. COEURDEUIL note la proposition de M. le Maire de faire étudier tous les dossiers par la Commission d'Urbanisme. Il rappelle que « lors de la première réunion de cette Commission, les membres présents avaient fait cette demande mais uniquement pour les dossiers d'importance, par exemple le projet « Fontenelle », le projet « JAPEL »,, le lotissement « Les Coteaux du VAL ». Sur le projet JAPEL, un courrier datant de plus de deux ans a été envoyé au promoteur indiquant que suite à votre rencontre vous acceptiez le projet présenté. Et aujourd'hui vous nous dites que le projet va être soumis à la Commission d'Urbanisme pour proposer des esquisses. Excusez-moi M. le Maire mais aujourd'hui je suis Conseiller Municipal, Architecte à la retraite et j'aime bien dessiner mais je dessine pour moi et non pas à la place des promoteurs et architectes d'une opération. »

M. SAULNIER rappelle que le terrain CHABAS sera communal.

M. COEURDEUIL indique que les propositions d'esquisses faites par M. le Maire concernaient le terrain JAPEL. Il convient que le terrain relève d'une autre approche. De plus, il indique faire la différence entre la commission d'urbanisme qui gère les affaires courantes de cette compétence et le COPIL qui travaille sur la mise en place du PLU, tout en rappelant que les membres des deux groupes sont les mêmes. Il estime que le COPIL doit avoir une vision d'aménagement urbanistique à terme. Toutefois il insiste sur le fait que la Commission d'Urbanisme, qui gère les demandes au quotidien, doit pouvoir travailler sur les demandes de lotissement ou autre projet d'importance qui peuvent remettre en cause le paysage de la Commune. Il revient sur le fait qu'il y a deux ans les membres de la commission d'urbanisme avaient demandé d'être réellement acteurs de tout cela.

M. SAULNIER demande à M. COEURDEUIL combien de projets et lesquels ont été déposés sur la Commune et présentent une certaine importance. Il insiste sur le fait que le terrain de « La Jouberte » n'appartient pas à la Commune.

M. COEURDEUIL répond que le terrain de « La Jouberte » fait partie du patrimoine de la Commune. Il en demande confirmation à la D.G.S. présente qui acquiesce. Il rappelle, en outre, que pour proposer un bien à la vente, il faut en être propriétaire.

M. SAULNIER rappelle que tant que l'aménageur ne s'est pas prononcé sur la proposition de vente du terrain, la Commune ne peut pas y intervenir pour un quelconque aménagement.

M. COEURDEUIL revient sur le fait qu'il ne s'agit que d'une proposition de vente et non pas une obligation. Il fait part à l'assemblée qu'il aurait aimé, en tant que membre de la commission d'urbanisme, être convié à chaque réunion avec l'Avocat de la Commune afin de pouvoir lui poser les bonnes questions.

M. SAULNIER rétorque qu'à chaque réunion sur les projets « La Jouberte » ou « Japel » avec l'Avocat, des élus ont toujours participé ainsi que le porte parole du Conseil Municipal, en la personne de M. TORRESILLA. Celui-ci devait transmettre un compte-rendu à ses Collègues avec ses observations. Quand M. TORRESILLA n'a pas pu assister pour des raisons professionnelles à certaines réunions, il a été remplacé par M. VERDON mais également par M. COEURDEUIL.

M. COEURDEUIL maintient que cette présence n'a pas été systématique.

M. SAULNIER réfute cette affirmation et demande à M. COEURDEUIL d'arrêter de polémiquer.

M. COEURDEUIL répond qu'il ne s'agit pas de polémique et dit qu'il a en mains un état des honoraires de l'Avocat où sont inscrites des dates d'intervention qui ne correspondent pas à celles des réunions précitées à propos notamment du dossier « LE VAL DE PROVENCE ».

M. SAULNIER demande à M. COEURDEUIL de ne pas tout mélanger car les interventions notées en dehors des dates de réunions concernent des missions de défense devant les tribunaux. Il rappelle à l'assemblée que le dossier « LE VAL DE PROVENCE » est tenu à la disposition de chacun comme il l'a été par le passé sans que personne ne soit venu le consulter d'ailleurs.

12 - Questions orales

M. FOURNEL prend acte des efforts au niveau de la consultation de la commission d'urbanisme. Il demande à M. le Maire que les convocations aux réunions de commissions soient envoyées dans un délai raisonnable. Il indique l'avoir déjà demandé à plusieurs reprises sans succès pour certains vice-présidents qui ne consultent pas leur commission ou qui ne font pas de compte-rendu de réunions. Il demande qu'elle est la différence entre les réunions ouvertes qu'aux membres de la commission et celles à adresser à tout le Conseil Municipal permettant d'accepter des auditeurs.

D'autre part, il évoque les quelques cas de doublons constatés quand des commissions différentes sont convoquées en même temps. Il demande qu'un planning soit affiché avec les dates des réunions des commissions. Un affichage des convocations et des comptes-rendus est également souhaitable à son avis. Toutes ces dispositions visent à une meilleure information des élus.

M. FOURNEL remercie la commission des affaires scolaires qui a réalisé un excellent travail et a réussi notamment à obtenir l'installation d'un système de climatisations aux écoles.

M. SAULNIER dit s'être rendu plusieurs fois aux réunions des Conseils d'Ecoles et avoir promis que la climatisation serait installée en temps voulu. Des devis ont été demandés et la décision va être prise bientôt. Ces installations seront provisoires car un appel d'offres a été lancé auprès de bureaux d'études spécialisés afin de lister tous les travaux d'entretien, de remise en état, de mise aux normes, etc... dans les bâtiments scolaires avec une estimation des dépenses à engager.

M. FOURNEL indique avoir proposé à M. DEBAQUE, Adjoint aux Travaux, de prévoir l'installation d'une climatisation démontable afin qu'on puisse l'utiliser à nouveau dans d'autres locaux.

M. SAULNIER répond que l'installation de la climatisation dans les écoles doit correspondre aux normes de sécurité et qu'il n'est pas question de doter les classes d'appareils sur roulettes, fort bruyants par ailleurs.

Mme PASQUET rejoint M. SAULNIER pour affirmer que les climatiseurs sur roulettes sont interdits dans les écoles.

M. FOURNEL indique que certains systèmes se chiffrent à 1.000 € pièce.

M. SAULNIER répond que ces systèmes peu coûteux n'offrent pas les garanties d'utilisation dans des salles de classe.

M. DEBAQUE indique que la commission des travaux doit se réunir le lendemain et qu'elle aura en mains les divers devis reçus. Elle pourra alors prendre en considération les avantages et les inconvénients de chaque système.

M. FOURNEL demande si une étude a été lancée pour la signalétique dans le village afin de signaler les musées qui ont été rénovés et les autres sites touristiques.

M. SAULNIER répond que pour l'instant cette étude n'a pas été lancée sur la Commune. Par contre, il signale avoir proposé, lors de la réunion de la commission « tourisme » de la Provence Verte, que cette étude soit demandée au C.A.U.E.. Il rappelle que LE VAL n'est plus sur le dépliant de cet organisme mais qu'il a demandé à ce que les Communes non membres puissent bénéficier des mêmes conditions financières que les autres.

M. FOURNEL demande si on ne pourrait pas récupérer le mobilier et matériel qui se trouvent au Domaine de Châteaurenard pour soit le dispatcher dans divers locaux communaux fonctionnels, soit le vendre ou le louer, voir le mettre à disposition d'associations.

M. FOURNEL demande où en sont les démarches pour la prise en charge des personnes condamnées à faire des Travaux d'Intérêt Général.

M. GIRAUD répond que le premier a trouvé du travail et a donc demandé une suspension de peine. Par contre on récupère les amendes tarifaires. Il précise : « le deuxième, on est toujours en train de le chercher, les tribunaux suivent le processus. Il nous a été demandé si on souhaitait en prendre d'autres. Nous avons répondu que non et qu'on se limitera à prendre des TIG pour des gens qui ont fait des dégradations sur les biens publics de la Commune et pas dans les Communes environnantes. »

M. LANGE : « Vous avez tous pu constater que les travaux sur la Place Gambetta et la Rue Nationale ont commencé. Je m'adresse à M. DEBAQUE car, vu que deux réunions de chantier ont déjà eu lieu, je voudrais savoir s'il compte inviter la Commission des Travaux aux prochaines réunions »

M. DEBAQUE répond qu'une commission des travaux doit se dérouler le lendemain et que tous les membres y sont invités.

M. LANGE : « Ce n'est pas de ce type de réunion dont je vous parle mais des réunions de chantier sur le terrain avec les entreprises et le maître d'œuvre. »

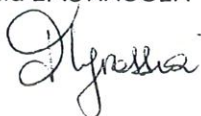
M. DEBAQUE confirme que la réunion du lendemain de la commission des travaux concerne l'établissement d'un programme afin que la commission composée de 8 membres se partage en deux pour se rendre sur le chantier à tour de rôle.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 21h30.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER